

questions
de communication

Questions de communication

5 | 2004

Psychologie sociale, traitements et effets des médias

La politique de l'information plutôt que sa métaphysique

Policy of Information rather than its Metaphysic

Roger Bautier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7108>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7108

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 169-184

ISBN : 978-2-86480-838-1

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Roger Bautier, « La politique de l'information plutôt que sa métaphysique », *Questions de communication* [En ligne], 5 | 2004, mis en ligne le 01 juillet 2004, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7108> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7108

Tous droits réservés

ROGER BAUTIER

Laboratoire des sciences de l'information et de la communication

Université Paris 13

bautier@sic.univ-paris13.fr

LA POLITIQUE DE L'INFORMATION PLUTÔT QUE SA MÉTAPHYSIQUE

Résumé. — Étant donné les nombreuses analyses récentes de la communication médiatique qui ont souligné l'importance de la construction dans l'information, cet article considère qu'elles n'ont pas suffisamment tenu compte du rôle de la définition des faits en politique. L'auteur examine l'histoire du journalisme en France au dix-neuvième siècle et les implications des débats sur les informations télévisées en Grande-Bretagne dans la seconde moitié du vingtième siècle, afin de montrer que la référence aux faits est un élément essentiel de la vie politique qui ne doit pas être occulté.

Mots clés. — Information, constructivisme, faits, histoire, politique.

Dans les années 70 et 80, nombreux ont été les travaux novateurs consacrés aux médias qui, participant d'un mouvement plus large affectant l'ensemble des sciences sociales, ont porté l'attention sur la « production de sens », sur l'« élaboration du réel », sur la « construction de l'actualité », etc., et qui ont montré que ces opérations étaient repérables grâce à l'examen des discours verbaux et non verbaux véhiculés par les médias étudiés. Cette attitude est devenue relativement banale et, en le devenant, elle a tendu à diminuer la vigilance intellectuelle et politique habituellement à l'œuvre dans ce type d'étude. La vigilance est pourtant d'autant plus nécessaire que nous tendons peut-être à méconnaître l'épistémologie et la métaphysique de cette attitude, à oublier ou ignorer ce que le passé a fourni comme bases de réflexion sur le rôle de l'information dans la société, et à négliger maintenant le débat proprement politique ou même à le considérer comme « dépassé ».

Les implications épistémologiques et philosophiques du constructivisme

Au moment où cette référence à l'aspect « construit » de l'information a commencé à se généraliser, les analyses et les normes formulées par les journalistes et les formateurs de journalistes n'allaient guère dans ce sens, puisque, selon eux, le discours du journaliste était ou devait être avant tout un discours de « faits ». C'est l'époque où, par exemple, Françoise Giroud (1979) rappelle qu'il est nécessaire de nettement séparer l'information et le commentaire, cette séparation devant donner au lecteur la possibilité de « former son propre jugement ». Pour Olivier Todd et Jean Guénot (1980), l'éditorial à la française est « le genre même du papier assis, parfois rassis ». Selon eux, au contraire, « un reportage ou une enquête comprend 95 % de faits et 5 % d'opinion ». De même, à quoi servent les mots « parfaitement précis » dont on recommande alors l'usage dans les cours destinés aux futurs journalistes ? Ils servent à traduire les « choses elles-mêmes » dans le récit objectif des « événements » (Douël, 1981). Car, comme le montrent les résultats d'un sondage IFOP-*Le Point* de 1978, « une majorité de lecteurs préfèrent savoir ce qui se passe plutôt que ce qu'il faut en penser ». L'idéal qui est ainsi défini doit être atteint par un récit d'une « rigueur verbale absolue », pouvant culminer dans le recours non plus à des mots mais à des chiffres. L'objectif visé est « d'en faire lire assez aux masses pour les informer, et par là pour les faire réfléchir en liberté ».

Cependant, au même moment, les travaux universitaires, critiquent, justement, de telles conceptions de la communication journalistique et soulignent l'aspect « construit » des discours médiatiques. Ils prennent globalement leurs distances avec la doctrine libérale de l'information et, notamment, avec les idéaux d'objectivité et de séparation entre le fait et le commentaire, qu'ils sont souvent amenés à critiquer directement. Dans la mesure où, en France, cette doctrine est,

certes, une référence incontournable mais ne détermine pas en même temps l'espace de discussion, dans la mesure aussi où les analyses sémiologiques s'y sont largement développées, on y trouve les conditions d'une approche des informations données par les médias qui insiste moins sur les caractéristiques d'une éventuelle déformation de la réalité que sur celles de la production de sens. Il peut s'agir de souligner que la doctrine libérale ne laisse, justement, jamais apparaître que l'information est, avant tout, une production de sens (Mattelart, Piemme, 1980). Il peut s'agir, encore plus, de considérer, avec Sylvie Blum (1982), qu'il n'est pas juste de dire « que les images télévisuelles renvoient au réel, ni même qu'elles le déforment », et d'admettre qu'elles « semblent d'abord apporter la preuve que le réel existe alors que l'on pourrait douter de sa réalité ».

Dans certaines analyses, l'aboutissement de cette démarche a été la suppression de la distinction entre la fiction et le réel : un journal télévisé est ainsi jugé aussi fictionnel que le reste des programmes et, en particulier, que les programmes explicitement fictionnels. Corrélativement, il n'y aura pas déformation ou reproduction, mais, précisément, construction de l'événement (Veron, 1981). L'adoption de ce point de vue amène à reconnaître que « l'efficacité des invariants du discours finit par produire une unification imaginaire » et que « fort du pouvoir de sa désignation, l'événement s'impose alors partout dans l'intersubjectivité des acteurs sociaux ». Corrélativement encore, l'objectivité apparaît comme une illusion (Veron, 1982) : l'information qui est qualifiée d'objective n'est plus alors que celle qui convient le mieux à celui qui prononce ce jugement, et l'illusion de l'objectivité est considérée comme très proche de l'illusion totalitaire, dans la mesure où « elles se nourrissent toutes deux de l'idée qu'il y a, pour chaque objet, le bon discours ».

Effectivement, si certains travaux qui s'intéressent alors à cette « illusion totalitaire » et, spécifiquement, au discours soviétique, peuvent mettre en avant la question de son rapport à la réalité, envisagé en termes de mensonge ou de vérité, d'autres vont faire prévaloir l'aspect construit du discours. Ainsi Patrick Sériot (1986) considère-t-il que les critiques violentes adressées couramment à la « langue de bois » soviétique par les commentateurs anticomunistes traduisent une attitude envers la langue qui n'est pas foncièrement différente de celle qui est adoptée dans les textes soviétiques ayant porté sur le contenu des médias occidentaux (on aurait une parfaite réversibilité des arguments avancés, dont les différents commentateurs – communistes ou anticomunistes – ne seraient nullement conscients). Ce qui serait commun aux deux catégories de commentaire, serait la mise en cause du rapport au réel qui est censé fonder le discours étudié et la recherche, derrière ce discours, de la « réalité » dont il serait possible de parler avec d'autres mots : les « vrais » mots qui diraient la « vérité ». D'où la proposition de considérer, au contraire, que la « langue de bois » est d'abord le « discours des autres » et qu'elle n'est donc pas évaluable en termes de vérité.

Dans ces conditions, il est compréhensible que l'essor des études relevant du champ de la communication ait été accompagné d'une banalisation de l'idée de

construction, à laquelle ces études vont fréquemment faire référence dans leurs cadrages épistémologiques et qu'elles vont effectivement mettre en œuvre dans leurs analyses empiriques. Pourtant, la dernière décennie du XX^e siècle et la première du XXI^e se démarquent peut-être des deux précédentes par le développement des composantes philosophiques déjà présentes auparavant, mais plus discrètement. Cette attitude, dont les implications sont métaphysiques, est celle que Gilles Gauthier (2003) met bien en évidence : « L'idée élémentaire de construction en communication est rarement avancée en étant dénuée de tout présupposé ou de toute implication théorique plus large. Le plus souvent, son expression draine des considérations ontologiques et épistémologiques. Elle se transforme alors en position philosophique : le constructivisme ». Il s'agit donc, d'une part, de la radicalisation de l'approche consistant à reconnaître une dimension de construction dans l'information diffusée, qui devient l'affirmation que, dans sa nature même, l'information est construite, d'autre part, d'une conception de la communication qui « nie tout à la fois que le journalisme produise une description de la réalité, que la transmission de cette description induise une connaissance de la réalité et que cette description et cette connaissance puissent être fidèles à la réalité ». Au-delà de ce que cela implique quant à l'analyse du travail journalistique, cette conception a souvent partie liée, selon Gilles Gauthier, avec la négation de l'existence de la réalité ou, du moins, avec sa marginalisation.

Cette question de l'existence de la réalité n'est évidemment pas une nouveauté. Elle s'enracine dans des débats philosophiques dont l'histoire est très ancienne : le plus souvent, les arguments échangés réactivent l'opposition entre la position réaliste, qui admet l'existence de la réalité, et la position idéaliste qui n'en fait qu'une représentation. Parmi les auteurs mis à contribution dans les études sur la communication, certains sont tout à fait représentatifs de la critique adressée à la position réaliste et vont servir à alimenter leur épistémologie. Il en est ainsi, par exemple, de Jean-Louis Le Moigne, qui, faisant référence à l'ouvrage de John Searle (1995) consacré à la construction de la réalité sociale pour expliciter sa propre démarche, repousse la proposition qui y est faite de considérer que le réalisme est une théorie ontologique s'imposant, en quelque sorte, aux sciences humaines. Est mise en doute la possibilité de légitimer l'affirmation de l'existence d'une réalité indépendante de nos représentations, même si cette affirmation peut être considérée comme plausible. Plausible et non certaine : c'est pourquoi son imposition généralisée sera jugée trop contraignante (Le Moigne, 2001).

On ne peut que remarquer la manière, très différente, dont Gilles Gauthier utilise, lui aussi, l'ouvrage de John Searle : en rappelant que ce dernier semble penser que l'existence ou l'inexistence d'une telle réalité ne peuvent en aucun cas être prouvées, il s'agit d'accepter l'affirmation de cette existence comme une présupposition nécessaire à l'usage du langage, à la communication et à l'action humaine. Dès lors, ce qui s'impose tout autant, c'est de traiter du rapport entre les discours et la réalité, tel qu'il se pose notamment dans la communication journalistique. Ce traitement passera nécessairement par

l'affrontement de difficultés que les études sur la communication rencontrent communément, difficultés qui tiennent à ce que l'insistance sur le caractère « construit » de l'information revient souvent à condamner tout ce qui pourrait ressembler à du positivisme, sans nécessairement avoir à sa disposition les moyens d'y échapper totalement. En voulant échapper ainsi au positivisme, le constructivisme risque-t-il précisément de surseoir à la « compréhension juste des mécanismes de la construction journalistique » (Gauthier, 2003) ? Il n'est pas sûr que l'on puisse répondre à cette question par des propositions visant à montrer qu'il est possible de construire de l'information à partir d'un « donné », qu'il est possible de procéder à des descriptions « neutres » et qu'il est possible aussi de ne faire qu'« informer », sans donner du sens à la réalité. En revanche, il est possible de repérer la complexité de la tâche que se donnent les auteurs qui admettent l'intérêt d'une approche constructiviste, sans d'ailleurs nécessairement adopter des positions radicales en la matière. Et certains d'entre eux ont été sensibles aux risques d'incohérence intellectuelle ou d'attitude paradoxale que cette approche pouvait entraîner.

Par exemple, lorsque Érik Neveu et Louis Quéré (1996) disent que « l'idée générale, dans les recherches "constructivistes", est que les médias ne décrivent pas tant une réalité objective existant en soi, qu'ils la construisent », c'est pour montrer qu'il s'agit peut-être là d'une idée faussement simple. En effet, si le constructivisme consiste en particulier à s'opposer au réalisme en affirmant « que le monde n'est pas donné mais façonné – par une culture, un langage, des pratiques de construction de la réalité, etc. – ou que la réalité objective, à laquelle nous nous référons, ou que nous présupposons, dans nos actions et nos communications, est le produit d'une construction sociale », on peut tout à fait, en l'appliquant aux médias, procéder à une dénonciation, à une démythification ou à une simple description. Mais le risque est de sortir du constructivisme pour revenir au positivisme lorsque que l'on se penche sur ce qui alimente les médias, que l'on peut être tenté de considérer comme un ensemble de faits bruts. De même, Bernard Delforce et Jacques Noyer (1999) ont bien signalé que, dans certaines analyses portant sur les productions médiatiques, « on se trouve parfois aux limites d'une attitude pour le moins paradoxale où, s'inscrivant pourtant dans un paradigme constructiviste, on voudrait que le journaliste y échappe ». Le paradoxe tient alors à la tentation de critiquer les journalistes en les accusant de ne pas faire correctement leur métier, dans la mesure où, dans tel ou tel cas, ils ne seraient pas fidèles à la « réalité » et ne seraient pas capables d'en rendre compte de manière transparente.

Ce risque d'incohérence ou de paradoxe n'est pas seulement une difficulté centrale dans la mise en œuvre du projet constructiviste. Il peut aussi attirer notre attention sur la minoration éventuelle des questions d'ordre politique par rapport aux questions d'ordre philosophique, minoration qui serait d'ailleurs conforme, au sein des études sur la communication, aux tendances récentes des sciences sociales. Car il est difficile de concevoir un intérêt pour la politique qui ne se traduirait pas par un intérêt pour le rapport entre le discours des médias

et la « réalité objective », quelle que soit la prudence avec laquelle il est nécessaire d'en parler. Dans une optique proche, un article écrit par une Américaine sur la notion d'objectivité se concluait, au début des années 90, sur la thèse : « Les problèmes de l'objectivité ne sont pas métaphysiques, ils sont politiques » (Lichtenberg, 1991). De même, ne faut-il pas se rappeler que la réflexion sur les « faits » a été une étape essentielle de l'histoire des conceptions de la communication et penser que la revendication d'un constructivisme radical risquerait de vider de leur contenu toutes les luttes politiques ?

La reconnaissance et la diffusion des « faits » comme enjeu politique

Michael Schudson (1978) a montré que l'insistance sur les « faits » arrivait tard dans l'histoire du journalisme américain : le « bon récit » a souvent été préféré au rassemblement des faits, ceux-ci ont été longtemps mal différenciés des opinions, et, lorsque leur importance a été mise en avant, ils ont pu être considérés d'un point de vue naïvement empiriste, du moins jusqu'à la première guerre mondiale. Assez souvent, le journalisme français est jugé, sur ces différents points, comme ayant suivi une évolution encore plus lente, sinon inexistante. Mais les pratiques journalistiques, quelles que soient leurs caractéristiques dans tel ou tel pays, ne sont pas complètement indépendantes des conceptions de la communication politique qui se sont élaborées depuis deux siècles (Bautier, Cazenave, 2000). Ainsi l'exemple de la France du XIX^e siècle est-il particulièrement intéressant, en ce qu'il fournit en abondance les détails du processus – commencé très tôt, contrairement à ce que l'on affirme fréquemment – par lequel la reconnaissance et la diffusion des faits ont été constituées en enjeu proprement politique.

Enjeu politique pour les libéraux, tout d'abord. Par exemple, dès 1835, de retour des États-Unis, Alexis de Tocqueville avait noté que les discussions proprement politiques étaient peu nombreuses dans la presse américaine, alors qu'elles l'étaient dans la presse française. Quelques années plus tard, Émile de Girardin (1842), qui avait fondé *La Presse* en 1836, soulignait une « différence capitale » entre les journaux français et les journaux anglais et américains : « Ceux-ci sont, avant tout, recherchés pour leurs annonces et leurs nouvelles. Les doctrines et les opinions n'y sont qu'accessoires ». Dans cette optique, il lui paraissait impossible de trouver en France un seul journal où la publicité – au sens de diffusion des informations au public – « soit indépendante et impartiale, sans restriction et sans alliage impur » et où la polémique « ait pour fin le triomphe des principes avant celui des personnes ». C'est pourquoi, il lui semblait nécessaire de réformer la presse par des mesures destinées à « amender la polémique au moyen de la publicité », de façon à promouvoir l'impartialité propre aux journaux anglais.

Cette comparaison sera reprise et détaillée sous le Second Empire, chez les opposants au régime (Bautier; Cazenave, 2002). Ainsi, pour Lucien Prévost-Paradol (1859), journaliste et académicien qui se ralliera à l'Empire en 1865, la supériorité de la presse anglaise, tient à ce que son objectif premier est d'informer, d'instruire au mieux son lecteur et non de « flatter le mieux l'opinion ». Il insiste sur le fait que cette information fiable est rendue possible par tout un système de correspondances qui sont des « instruments coûteux et cependant productifs » et que ce système est efficace non seulement hors de l'Angleterre mais également en ce qui concerne la vie politique. Le portrait qu'il dresse de la presse française est le contrepoint de celui qu'il établit pour la presse anglaise : il insiste sur l'absence de fiabilité des informations tant internationales (il n'y a pas de correspondants) que nationales. Et il conclut : « L'événement, ce juge redouté de la presse anglaise, n'a pour la nôtre aucune conséquence fâcheuse. Le public souffre volontiers des erreurs qu'il a souhaitées et partagées ». Ce qui caractérise la presse anglaise et qui manque aux journaux français, c'est donc, d'après lui, une information universelle et exacte.

L'avocat républicain Émile Ollivier (1867), qui se ralliera – lui aussi – à l'Empire et participera à la libéralisation du régime, fait également référence à l'Angleterre. Pour lui, d'une part, un journal est « une manifestation de l'opinion d'un certain nombre de citoyens » ; d'autre part, il est « un instrument de publicité pour tous ». D'où une appréciation des dangers « réels » du journalisme : ceux-ci ne tiendraient aucunement à l'énoncé des opinions des journalistes, qui relève du premier aspect, mais, bien plutôt, aux fautes commises – omission ou altération – dans l'exposé des faits sur lesquels reposent ces opinions, cet exposé des faits relevant, en revanche, du second aspect. L'utilité de la distinction en question résiderait dans sa capacité à fonder la conception d'un journal idéal, qui paraît à Émile Ollivier déjà réalisé en Angleterre, à travers le *Times*, qui « est le journal universel de l'Angleterre, parce qu'il est le journal le mieux et le plus complètement informé, et qu'il présente tour à tour à ses lecteurs le pour et le contre de chaque question », et « qui oblige ses lecteurs à se former une opinion par eux-mêmes ». L'élaboration d'un tel journal en France permettrait de rendre le lecteur plus indépendant de ses lectures, puisque, d'un côté, il aurait l'obligation légale de fournir à ses lecteurs « les discours ou les actes sur lesquels le journaliste écrit », de l'autre, il aurait toute liberté pour exprimer son avis sur ces discours et sur ces actes.

Quant à Émile de Girardin (1864), à la même époque, son souhait de voir le régime se libéraliser lui fait prôner un journalisme dans lequel les journaux n'ont pas pour objectif de chercher à soutenir ou renverser les gouvernements, mais doivent constituer d'abord « un mode économique d'informations ». C'est pourquoi l'Amérique représente une référence dans la définition de ce journalisme : « Le pays où l'on croit le moins aux journaux, considérés comme exerçant l'apostolat de l'idée, c'est le pays où il y a le plus de journaux : c'est l'Amérique du Nord. Ce qu'on y estime avant tout, c'est le journal le plus

rapidement et le plus exactement informé. *Bien rédigé* ne passe qu'après *Bien informé* ». De même que l'Angleterre : « Le baromètre n'est pas plus variable que le *Times*, et peut-être est-ce là même ce qui fait sa valeur et son succès ! Son mérite, c'est de n'être pas le journal exprimant l'opinion personnelle du journaliste [...], mais d'être la colonne de mercure montant ou descendant sous la pression de l'atmosphère politique ou, si l'on préfère une autre image, d'être la plaque typographique photographiant chaque jour John Bull dans la Cité ».

Mais la reconnaissance et la diffusion des faits ont été vues comme un enjeu politique, également, par ceux qui, loin de tout libéralisme, ont voulu établir un « pouvoir spirituel » et ont développé une réflexion sur les modalités de la communication qui doivent être promues pour aller dans ce sens. En atteste, par exemple, Antoine Cabet (1842), pour lequel le bon fonctionnement de la presse passe par l'unicité imposée du journal, au niveau communal, au niveau provincial et au niveau national, par le recours à des rédacteurs qui sont des fonctionnaires publics élus et, plus encore, par l'application de normes rédactionnelles. Selon lui, les journaux d'une nation organisée en communauté se démarqueront totalement d'une presse jouissant d'une « liberté menteuse » qui ne fait qu'engendrer « gâchis » et « chaos » par la multiplicité des journaux qu'elle autorise. Dans les normes qu'il institue, l'essentiel est l'obligation que les journaux ne soient constitués que de « procès-verbaux », autrement dit qu'ils ne contiennent que « des récits et des faits, sans aucune discussion de la part du journaliste ». La liberté de la presse est remplacée par le droit de proposition dans les assemblées populaires et c'est l'opinion de ces assemblées qui constitue l'opinion publique, dont l'expression est assurée par les journaux, qui rendent compte des propositions, des discussions et des délibérations « avec le chiffre et l'opinion de la minorité ». Le travail du journaliste doit conduire au « plus parfait laconisme, de manière à ne rien omettre d'important et à ne pas admettre un seul mot inutile ».

Selon Auguste Comte (1854), la mise en place d'un « pouvoir spirituel » devait être l'occasion de « concilier irrévocablement la dictature et la liberté », de manière à établir les conditions d'une « régénération intellectuelle et morale ». De ce point de vue, la liberté d'exposition et celle de discussion apparaissent nécessaires, afin d'éviter que la dictature devienne réactionnaire et, surtout, pour permettre que les « sophismes anarchiques » et le communisme soient réfutés par le positivisme au lieu d'être confortés par l'absence de discussion. Mais la liberté totale des communications écrites est conçue comme devant entraîner l'extinction du journalisme, qu'Auguste Comte considère comme un fléau. Selon lui, l'activité journalistique devrait être remplacée par la diffusion d'affiches et, éventuellement, d'opuscules, cette « presse des rues » étant destinée à parler au public chaque fois que cela est nécessaire (une « instruction hebdomadaire » est jugée suffisante, sur le modèle du prêche des catholiques). Enfin, même si elles doivent être libres, les communications orales ne paraissent pas vraiment nécessaires, car le positivisme est censé préparer « un régime où l'exposition dispensera de la discussion sans la susciter », ce qui correspond directement à un rejet du parlementarisme.

D'une certaine manière, l'un des défenseurs zélés de Napoléon III, Fernand Giraudeau (1867), ne dira pas vraiment autre chose. Les lecteurs français lui paraissent « paresseux et crédules », se laissant « conduire comme des enfants par les journaux » ; selon lui, la presse « veut avoir une opinion » et abandonne la fonction de « publicité » pour exercer celle de « polémique » (il reprend la distinction faite par Girardin en 1842, distinction qu'il juge parfaitement adéquate). D'où son approbation de la législation impériale, dont le mérite – après les tentatives avortées de différents gouvernements depuis la Restauration – est, à ses yeux, d'avoir mis en place un système de « réfutation officielle » qui, par l'usage du « communiqué », permet au pouvoir de « remettre dans leur véritable jour ses actes et ceux de ses agents inexactement présentés par la presse ». De même, à ses yeux, l'obligation faite à la presse de publier, sans analyse, le « compte rendu officiel » des débats parlementaires apparaît comme un progrès souhaité, là encore, depuis la Restauration, mais jamais réalisé. Il s'agit donc de bien voir que ceux qui protestent contre ces dispositions ne font, dans le premier cas, que refuser le « rétablissement des faits » et, dans le second cas, que « s'élever contre la vérité », dont le compte rendu est, au contraire, l'expression la plus exacte.

Enfin, il s'agira d'un enjeu politique, tout autant, pour les républicains, qui, en établissant la troisième République, vont introduire la liberté totale de la presse, mais vont être sensibles aux transformations qui affectent la communication politique en France. Joseph Reinach (1894), le compagnon de Gambetta, examinera les transformations de l'éloquence en montrant qu'elles conduisent à condamner l'éloquence « sonore » dans laquelle les images prennent la place des « réalités » et des « faits », et à donner, au contraire, de plus en plus d'importance aux discours « où ce sont les faits qui parlent et non les mots ». L'évolution qu'il met en lumière est surtout celle qui va du débat faisant s'affronter des « idées générales, amples et puissantes » à un débat ne portant que sur des « questions plus étroites, nettement déterminées et plus sensiblement pratiques », à partir du moment où les principes de la Révolution sont passés effectivement dans le droit public : du coup, l'éloquence se simplifie et la « discussion d'affaires » succède à la « rhétorique d'école », du moins chez ceux qui sont au pouvoir ou sont susceptibles d'y être, car les orateurs prenant des positions extrémistes « continuent à combattre pour des idées générales ». Un tel idéal se retrouvera quelques années plus tard chez le principal artisan de la réforme des enseignements littéraires en France, Gustave Lanson (1903), selon lequel les exercices de la classe de français doivent être « subordonnés à l'idée du vrai ». Sa formulation sera proche de celle de Joseph Reinach : ce qui lui apparaîtra alors comme « le modèle de la composition française de l'avenir », ce sera « le rapport d'affaires ; l'exposé exact, ordonné et lumineux, sans éloquence, sans poésie, sans artifice littéraire, d'une question déterminée, dont la solution dépend d'un choix et d'un examen des faits ».

La discussion sur les biais de l'information : un débat politique

C'est précisément cette conception de la communication centrée sur les faits qui va marquer une grande partie de la réflexion sur le journalisme tout au long du XX^e siècle, en ne perdant rien de ses implications politiques. Bien évidemment, c'est elle qu'on retrouve mise en cause par les analyses constructivistes. Mais deux options se présentent, suivant que l'on retient ou non la possibilité de juger de la validité des énoncés exprimant ces faits. Dans le cas où un tel jugement est envisageable, on peut certes considérer que la « plaque photographique » des libéraux n'est pas le « procès-verbal » des dogmatiques, ou que les faits d'un journal de gauche ne sont pas les faits d'un journal de droite, mais, justement, on peut estimer qu'ils sont comparables au sens où ils seront plus ou moins admissibles, car plus ou moins exacts. Dans le cas où un tel jugement est exclu, tous les « comptes rendus » seront nécessairement équivalents quoique différents. Cette seconde option est celle qui a acquis la plus grande notoriété, peut-être à cause de ses implications métaphysiques, pouvant cacher elles-mêmes une tendance à l'éloignement par rapport aux préoccupations d'ordre politique. La première est pourtant bien illustrée par des travaux issus du pays où est né le *Times*, travaux qui se sont particulièrement intéressés aux informations télévisées au cours des années 70 et 80.

Si le « modèle de propagande » appliqué aux médias américains par Edward Herman et Noam Chomsky (1988) est maintenant vulgarisé et le point de vue de Pierre Bourdieu (1996) sur la télévision largement diffusé et discuté, les travaux britanniques sont, en revanche, encore relativement mal connus, alors même qu'ils ont abordé très tôt la question de la « construction » des informations télévisées. Celui du Glasgow University Media Group (la composition du groupe a évolué au cours du temps) en est un exemple remarquable, qui a pris la forme d'une série d'ouvrages, dont les premiers ont été publiés collectivement (Glasgow University Media Group, 1976, 1980, 1982). Parmi les facteurs qui ont impulsé ce travail en 1974, figure la controverse naissante à propos de la « couverture » des rapports sociaux au sein des entreprises et de la société par la télévision. Du point de vue de la gauche, la télévision donne des informations marquées par un « biais » qui se traduit par une présentation négative des syndicats, alors même que le gouvernement est de gauche (il succède à un gouvernement de droite ayant eu des conflits violents avec les syndicats). Du point de vue de la droite, les informations sont, au contraire, orientées en faveur de la gauche. Ce dernier jugement sera d'ailleurs repris, à partir de 1979, par le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher. Des deux côtés, on considère plus particulièrement que la BBC s'écarte de ses obligations de neutralité, tandis que la BBC estime que, puisque les critiques viennent des deux côtés, elles sont

justement la preuve d'un comportement correct de sa part. C'est en se lançant dans un examen précis du type d'information diffusée par la télévision que le groupe de Glasgow entre dans le débat. Plus tard, un de ses membres dira que l'examen et ses conclusions ont suscité alors une tension très grande entre les responsables de la télévision et les universitaires (Eldridge, 1995).

En effet, si l'on peut reprocher à certaines de ces analyses d'aller un peu vite dans la description du processus qui engendre les informations télévisées, « ces faiblesses n'invalident pas *ipso facto* les constats factuels de biais mis en évidence » (Neveu, 1999). Pour les membres du groupe de Glasgow, il s'agit de montrer, en s'efforçant de pratiquer une « critique positive » à partir d'un vaste corpus, que les « présupposés sociaux et professionnels » en vigueur à la télévision ont pour conséquence que les informations diffusées ne sont nullement des « images neutres de la réalité », mais qu'elles sont liées à des jugements très nombreux. Il s'agit également, au-delà de la question de savoir si les informations sont « biaisées » ou « objectives », de montrer qu'elles dépendent fondamentalement d'un processus de sélection relevant des « habitudes professionnelles » qui déterminent ce qui doit être constitué en « information ». Du coup, les « faits solides » que les journalistes disent respecter perdent de leur solidité et leurs prétentions à l'impartialité paraissent sujettes à caution : la volonté de tenir compte des « deux côtés » peut très bien s'accommoder d'un traitement tout à fait inégal en termes de présentation de l'un et de l'autre. Par exemple, il apparaît que l'image donnée des revendications ouvrières est nettement biaisée par les termes que les journalistes utilisent, termes qui, d'une part, relèvent souvent du champ sémantique de la guerre (excluant par là même que les revendications soient légitimes), d'autre part, expriment le rejet de ces travailleurs par la société (ainsi les difficultés évoquées sont-elles d'abord celles rencontrées par les usagers et les consommateurs, beaucoup plus rarement celles que rencontrent les ouvriers).

Les commentaires issus de la gauche, comme ceux de Richard Hoggart (1976) et de Raymond Williams (1989), permettent d'éclairer le travail effectué. Le premier souligne qu'il n'y a bien sûr aucune « conspiration » de la part des journalistes, mais que les informations télévisées sont biaisées au sens où, justement, elles sont construites (*artificially shaped*). Selon lui, il faut envisager les informations télévisées comme le résultat de l'action de quatre filtres principaux : les « contraintes élémentaires qui sont propres au média ou qui découlent du moment », les « valeurs journalistiques » qu'il estime empruntées largement à la presse populaire, les « valeurs télévisuelles spécifiques » (qui déterminent ce qui fait « matière à télévision ») et, enfin, « le plus important, car il implique en partie les trois autres : l'"air culturel" que nous respirons, toute l'atmosphère idéologique de notre société, qui nous permet de savoir que certaines choses sont bonnes à dire et d'autres pas ». Le second commentaire attire l'attention sur le fait qu'il n'existe malheureusement pas d'espace habituel dans lequel les informations diffusées pourraient être examinées et mises en question. Pour que cela arrive, il faut briser le consensus et que des forces

sociales interviennent, capables de faire passer cet examen et cette mise en question dans le domaine public, administratif ou légal. C'est pourquoi il lui semble que les travaux universitaires tels que celui qui a été réalisé par le groupe de Glasgow devraient s'engager nettement et réaffirmer toujours que les informations télévisées renvoient à des « objets de conflit, social et politique ».

Comme le notera le deuxième volume (Glasgow University Media Group, 1980), les journalistes ont souvent manifesté un fort mécontentement devant les critiques formulées dans le premier volume et ils ont aussi renvoyé souvent ces critiques à ce qu'ils ont appelé le « parti pris » des membres du groupe. Cependant, ces derniers ne prônent nullement la pratique de ce qui serait une « neutralité idéologique », ni pour les journalistes, dont ils pensent qu'ils s'en réclament vainement, ni pour eux-mêmes, évidemment. Ils estiment seulement que les « biais » qu'ils révèlent sont suffisamment attestés pour que leur position politique ne puisse pas constituer un argument contre leurs analyses. D'une part, effectivement, une partie de leurs conclusions sera jugée assez fiable pour être reprise dans un rapport officiel, celui du Committee of Inquiry on the Future of Broadcasting. D'autre part, si certains commentaires venant de la droite vont se servir de leur engagement pour les mettre en accusation, le plus intéressant de ces commentaires ne le fera que discrètement et s'efforcera d'apparaître comme se cantonnant dans un registre « technique ». Il s'agit de l'article publié par Digby Anderson et Wesley Sharrock (1979).

Les auteurs de cet article estiment que le travail du groupe de Glasgow ne tient pas assez compte du fait que les « informations » ne sont pas du tout des « théories sociologiques » et qu'elles constituent en revanche un genre spécifique qui mérite l'attention en tant que tel, mais dont il ne faut pas s'étonner qu'il diffère d'un cours ou d'un sermon. Ils considèrent qu'elles ne sont pas des discours censés rendre compte des choses « d'une manière générale et systématique », mais qu'elles sont plutôt constituées de récits (*stories*) concernant une personne particulière, un événement particulier, etc. La notion même de « biais » ne leur semble pas fondamentalement inadéquate, mais elle leur semble sans intérêt, en ce que son utilisation revient seulement, selon eux, soit à comparer différents comptes rendus et à déclarer que certains sont meilleurs que d'autres (les informations données par le *Financial Times* servant, par exemple, à repérer les insuffisances d'un journal télévisé), soit à juger telle information télévisée sur la base de théories sociologiques discutables. C'est là que l'enjeu politique réapparaît. En effet, Digby Anderson et Wesley Sharrock considèrent, d'une certaine manière, comme normal que les informations télévisées ne soient pas impartiales quand elles parlent de la lutte des classes, de l'extrême gauche ou des syndicats. D'ailleurs, le premier auteur deviendra l'un des membres éminents de la Social Affairs Unit, un *think tank* fondé en 1980 et spécialisé dans le combat contre la gauche dans le domaine des sciences sociales.

En même temps, est mise en avant l'impossibilité, pour les médias, d'assurer une quelconque fonction hégémonique au sein de la société. Tout simplement parce que le public est jugé parfaitement capable de traiter les médias tantôt comme des sources fiables, tantôt comme des sources peu fiables, en sachant bien qu'il peut y avoir des biais, des erreurs, des ambiguïtés, etc. D'où la formulation de la thèse qui sera souvent reprise : les analyses critiques des médias sous-estiment le public, qu'elles jugent fondamentalement inapte à exercer un esprit critique, dont les experts seraient seuls détenteurs. Elle suscitera la contre-argumentation avancée par Graham Murdock (1980) en réponse à l'article évoqué plus haut. Celui-ci revient sur la question de l'influence des informations télévisées, afin de montrer qu'elle ne peut être traitée qu'en prenant en compte les différents types de réaction que ces informations peuvent engendrer : comme le prouvent les enquêtes sur la réception, une attitude marquée par un scepticisme relativement fort peut aisément cohabiter, chez un téléspectateur, avec l'incapacité à critiquer véritablement les informations reçues, notamment lorsque l'ensemble des informations détenues auparavant (lié au niveau du capital culturel possédé) est trop faible ou trop peu structuré.

On remarquera que Graham Murdock, qui n'appartient pas au groupe de Glasgow, revient aussi sur la question de l'objectivité en adoptant une position qui, là encore, montre bien l'enjeu politique de toute cette discussion. Selon lui, la constitution de l'idéal d'objectivité a représenté, dans l'histoire de la réflexion sur la presse, le moment de la légitimation d'un « quatrième pouvoir » se détachant des intérêts particuliers pour œuvrer en faveur de l'intérêt général. Il pense donc qu'il n'est pas inutile de s'y référer quand il s'agit d'évaluer l'information diffusée par les médias, rejoignant, par là même, la perspective adoptée par Judith Lichtenberg (1991), différente – parce que plus morale que politique –, mais qui souligne également que cet idéal reste important, dans la mesure où il assure une fonction de « principe régulateur ». Dans cette perspective, le principe garantit la recherche de l'établissement de « faits », par rapport auxquels, cependant, il est bien évidemment possible de se situer, car ce principe ne dit rien quant à une éventuelle « défense de l'ordre établi » ou même seulement à une éventuelle « neutralité ». Dès lors, ce qui apparaît encore plus clairement, c'est que les différentes conceptions de la communication accordent plus ou moins de latitude à l'exercice de la critique : critique tournée vers les informations télévisées ou les médias en général, critique, tout autant, à l'égard des relations de pouvoir au sein de la société.

Conclusion

Étant donné que, à la suite de Digby Anderson et Wesley Sharrock, certaines analyses prétendent que les « informations » ne doivent pas être comparées avec quoi que ce soit d'autre (ce serait comparer des « incomparables ») et qu'il n'est pas plus légitime de comparer les niveaux d'information et de savoir chez les différents types de téléspectateurs ou de lecteurs, il faut très précisément se demander si ces prescriptions relèvent d'un propos purement épistémologique ou si elles ne constituent pas un écran de fumée destiné à empêcher – au sens d'interdire – le repérage des modalités diverses d'exercice du pouvoir. À moins de souhaiter effectivement que ce repérage soit impossible, il paraît par conséquent nécessaire de considérer et d'utiliser les approches constructivistes avec prudence. Autrement dit : comprendre que la reconnaissance et la diffusion des « faits » ont été un enjeu politique majeur, aussi bien pour la gauche que pour la droite, tout au long du XIX^e siècle ; comprendre aussi qu'envisager toute information comme le résultat d'une « construction » est un apport remarquable de la seconde moitié du XX^e siècle, permettant de révéler ce qu'il y a de nécessairement partial dans ce que cette information donne à penser ; comprendre, enfin, que le développement, dans une perspective post-moderniste, d'une conception de la communication intéressée médiocrement par le « réel » (pour des raisons prétendument épistémologiques ou métaphysiques) constituerait un désastre intellectuel et politique.

Références

- Anderson D., Sharrock W., 1979, « Biasing the news : technical issues in media studies », *Sociology*, 13, pp. 367-385.
- Bautier R., Cazenave É., 2000, *Les origines d'une conception moderne de la communication*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- 2002, « L'instauration de la presse anglaise et américaine en modèle pour la France », *Histoire et sociétés. Revue européenne d'histoire sociale*, 4, pp. 17-27.
- Blum S., 1982, *La télévision ordinaire du pouvoir*, Paris, Presses universitaires de France.
- Bourdieu P., 1996, *Sur la télévision*, suivi de *L'emprise du journalisme*, Paris, Éd. Liber/Raisons d'agir.
- Cabet A., 1842, *Voyage en Icarie*, Paris, Mallet.
- Comte A., 1854, *Système de politique positive*, tome IV, Paris, Carilian-Gœury/Dalmont.
- Delforce B., Noyer J., 1999, « Pour une approche interdisciplinaire des phénomènes de médiatisation : constructivisme et discursivité sociale », *Études de communication*, 22, pp. 13-39.
- Douël J., 1981, *Le journal tel qu'il est lu*, Paris, Centre de formation et de perfectionnement des journalistes.

La politique de l'information plutôt que sa métaphysique

- Eldridge J., 1995, « That was the world that was », pp. 1-26, in : Eldridge J., ed., *Glasgow Media Group reader*, vol. I, Londres, Routledge.
- Gauthier G., 2003, « Critique du constructivisme en communication », *Questions de communication*, 3, pp. 185-198.
- Girardin É. de, 1842, *Études politiques*, Paris, Mairet/Fournier.
- 1864, *Les droits de la pensée*, Paris, Serrière/Plon/M. Lévy/Librairie nouvelle.
- Giraudeau F., 1867, *La presse périodique de 1789 à 1867*, Paris, Dentu.
- Giroud F., 1979, « L'écriture du journalisme », *Tel quel*, 81, pp. 26-36.
- Glasgow University Media Group, 1976, *Bad news*, Londres, Routledge/Kegan Paul.
- 1980, *More bad news*, Londres, Routledge/Kegan Paul.
- 1982, *Really bad news*, Londres, Writers and readers.
- Herman E., Chomsky N., 1988, *La fabrique de l'opinion publique*, trad. de l'anglais par G. Ducornet, Paris, Éd. Serpent à plumes, 2003.
- Hoggart R., 1976, « Foreword », pp. i-ix, in : Glasgow University Media Group, *Bad news*, Londres, Routledge/Kegan Paul.
- Lanson G., 1903, « Les études modernes dans l'enseignement secondaire », pp. 157-178, in : Lavis E. et al., *L'éducation de la démocratie*, Paris, Alcan.
- Le Moigne J.-L., 2001, « Pourquoi je suis un constructiviste non repentant », *Revue du MAUSS*, 17, pp. 197-223.
- Lichtenberg J., 1991, « In defense of objectivity », pp. 216-231, in : Curran J., Gurevitch M., eds., *Mass media and society*, Londres, E. Arnold.
- Mattelart A., Piemme J.-P., 1980, *Télévision : enjeux sans frontières*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Murdock G., 1980, « Misrepresenting media sociology : a reply to Anderson and Sharrock », *Sociology*, 14, pp. 457-468.
- Neveu É., 1999, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 98, pp. 17-85.
- Neveu É., Quéré L., 1996, « Le temps de l'événement I. Présentation », *Réseaux*, 75, pp. 7-21.
- Ollivier É., 1867, *Démocratie et liberté*, Paris, Librairie internationale.
- Prévost-Paradol L., 1859, *Essais de politique et de littérature*, Paris, M. Lévy.
- Reinach J., 1894, *L'éloquence française depuis la Révolution jusqu'à nos jours*, Paris, Delagrave.
- Schudson M., 1978, *Discovering the news*, New York, Basic Books.
- Searle J., 1995, *La construction de la réalité sociale*, trad. de l'anglais par A. Tiercelin, Paris, Gallimard, 1998.
- Sériot P., 1986, « La langue de bois et son double », *Langage et société*, 35, pp. 7-32.
- Tocqueville A. de, 1835, *De la démocratie en Amérique*, tomes I et II, Paris, Gosselin.

Todd O., Guénot J., 1980, « L'écriture journalistique », pp. 181-208, in : Pesez Y., Richaudeau F., dirs, *Le savoir écrire moderne*, Paris, Retz.

Veron E., 1981, *Construire l'événement*, Paris, Éd. de Minuit.

— 1982, « Produire l'information », *Le Monde diplomatique*, 332.

Williams R., 1989, *What I came to say*, Londres, Hutchinson.